



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

Arrêté préfectoral de mise en demeure
Au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
à l'encontre de la société SUEZ RV Centre EST
pour son centre exploité à DONZERE

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, notamment son Livre I, articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- VU** l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les rubriques 2510, 2515, 2517, 2760, 2791, 2921, 3540, 2714, 2716 et 2713 de cette nomenclature ;
- VU** le décret du 30 juin 2021 nommant Mme Elodie DEGIOVANNI, Préfète de la Drôme, à compter du 19 juillet 2021 ;
- VU** le décret du 06 novembre 2020 nommant Mme Marie ARGOUARC'H, Sous-Préfète, Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 autorisant la société SITA CENTRE EST à exploiter sur le territoire de la commune de DONZERE, 345 chemin des Bouzarudes, un établissement d'une surface globale de 478 850 m², constitué de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1, DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2 et DONZERE 3, ainsi qu'une zone de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et une unité de traitement de déchets non dangereux composée :
- d'un centre de tri et de transfert d'une capacité de 149 500 tonnes/an ;
 - d'une unité de rupture de charge pour l'accueil des déchets susceptibles d'envols ;
 - d'une plate-forme de valorisation de métaux ;
 - d'une plate-forme de valorisation de bois ;
 - d'une aire de stockage temporaire de déchets non dangereux en balles.
- VU** la demande de l'exploitant, en date du 30 mai 2016, de bénéfice des droits acquis suite aux modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, introduites par décrets des 3 mars 2014 et 29 septembre 2015 ;

- VU** la lettre de déclaration de changement de dénomination sociale de la société SITA CENTRE EST adressée le 2 août 2016 à Monsieur le Préfet de la Drôme, sa nouvelle dénomination sociale étant la société SUEZ RV Centre Est, dont l'adresse du siège social est Universaone, 18 rue Félix Mangini, 69 009 LYON ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2019060-0003 du 28 février 2019 imposant des prescriptions complémentaires à l'établissement susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 susvisé ;
- VU** le rapport établi le 24 avril 2023 par l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement AUVERGNE-RHONE-ALPES, suite à sa visite d'inspection réalisée le 27 mars 2023 du centre susvisé ;
- VU** le projet d'arrêté de mise en demeure porté le 24 avril 2023 à la connaissance de l'exploitant fixant un délai de trois mois pour retour à une situation de conformité du centre susvisé pour ce qui concerne la hauteur de lixiviats dans les casiers de stockage de déchets ;
- VU** la lettre en réponse de l'exploitant du 2 mai 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'article 11-I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé impose :

« L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. »

« ... »

« Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. »

CONSIDÉRANT que, selon les documents concernant la constitution des casiers de stockage de déchets non dangereux du centre susvisé, l'épaisseur de la couche drainante en place est d'environ 50 cm ;

CONSIDÉRANT que l'article 22-II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé impose :

« L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :

- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;*
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;*
- les quantités d'effluents rejetés ;*
- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.*

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

CONSIDÉRANT que le registre mentionné à l'article 22-II susvisé, présenté par l'exploitant dans le cadre de la visite d'inspection réalisée le 27 mars 2023 susvisée, fait état, pour les casiers de stockage de déchets des zones DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2, de hauteurs de lixiviats dépassant très largement l'épaisseur de la couche drainante, ces hauteurs sont les suivantes :

Mars 2023 : Hauteur de lixiviats dans le casier 3 : 7,79 m
Hauteur de lixiviats dans le casier 4 : 6,90 m
Hauteur de lixiviats dans le casier 6 : 7,92 m
Hauteur de lixiviats dans le casier 9 : 6,22 m
Hauteur de lixiviats dans le casier 11 : 6,78 m

CONSIDÉRANT que l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014 susvisé impose :

« Le dispositif de drainage et de collecte des lixiviats est conçu et dimensionné pour éviter tout colmatage et limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans pouvoir excéder l'épaisseur de

la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains. (...) Chaque casier de stockage de déchets non dangereux à créer sera muni d'au moins un puits de contrôle au droit duquel le dispositif de drainage aboutit. Ces puits sont visitables, ils permettent l'entretien des drains, la vérification du niveau des lixiviats, et sont équipés de pompes de relèvement qui fonctionnent automatiquement à partir d'un niveau haut de lixiviats fixé en fond de puits. »

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 27 mars 2023 susvisée, les pompes de relevage des lixiviats ne pouvaient pas être en fonctionnement automatique, faute de dispositif de traitement de lixiviats de capacité suffisante ;

CONSIDÉRANT que, dans sa lettre du 2 mai 2023, l'exploitant sollicite un délai de six mois pour un retour de son centre à une situation de conformité, et justifie sa demande en invoquant notamment des dysfonctionnements récurrents de son unité de traitement des lixiviats in situ, affectant ainsi sa capacité de traitement ;

SUR PROPOSITION de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le directeur de la société SUEZ RV Centre EST, dont le siège social est situé Universaone, 18, rue Félix Mangini, 69 009 LYON, est mis en demeure, pour son centre de stockage de déchets non dangereux exploité 345 chemin des Bouzarudes 26 290 DONZERE, de respecter, dans un délai maximal de **six mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 11-I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, en assurant le pompage des lixiviats dans les casiers de stockage de déchets des zones DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2, de telle façon que la hauteur de lixiviats en fond de casiers ne dépasse pas la hauteur de la couche drainante, soit environ 50 cm ;
- l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014 susvisé, imposant le fonctionnement en mode automatique des pompes de relevage des lixiviats au fond des casiers de stockage de déchets non dangereux.

Article 2 : Sanctions administratives

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1er du présent arrêté dans le délai prévu au même article, il pourra être fait application des dispositions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant, à savoir :

- 1° Obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° ci-avant sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par internet à l'adresse www.telerecours.fr.

Article 4 : Publication

Le présent arrêté est notifié à la société SUEZ RV Centre EST. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de DONZERE et tenu à la disposition du public. Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme (www.drôme.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, Madame la maire de DONZERE et Monsieur le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) AUVERGNE-RHONE-ALPES, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à l'exploitant.

Fait à Valence, le 1 - JUIN 2023

La préfète

Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale

Marie ARQUAICH